

Thabo Mbeki présente sa démission en Afrique du Sud

@rib News, 21/09/2008 â€“ Source ReutersLe président sud-africain Thabo Mbeki a annoncé dans un discours télévisé la démission qu'il avait remise, ouvrant une période d'incertitude politique en Afrique du Sud. Cette démission, qui prendra effet à une date qui doit être déterminée par le parlement sud-africain, marque une nouvelle étape dans la rivalité entre Mbeki et le président de l'ANC, Jacob Zuma, disculpé la semaine dernière des charges dont il était accusé. Les proches de Zuma faisaient valoir que Mbeki avait orchestré ces poursuites judiciaires pour lui barrer la voie menant à la présidence.

"Je tiens à rappeler que ni le président, ni le gouvernement n'ont tenté d'influencer le travail du ministère public", a affirmé Mbeki dimanche soir. "Je ne suis jamais intervenu pour dire au ministère public qui il devait poursuivre." En signe de solidarité, plusieurs ministres pourraient imiter Mbeki, qui avait succédé à Nelson Mandela en 1999. Parmi les démissionnaires vraisemblables figure Phumzile Mlambo-Ngcukala, la vice-présidente, qui est censée assurer l'intérim de la présidence durant une période transitoire qui pourrait durer six mois. Un exode politique massif de ministres pourrait paralyser le gouvernement de transition et contraindre le parlement du Cap, dominé par l'ANC, à s'autodissoudre et provoquer des élections législatives anticipées. La presse sud-africaine évoquait également la possibilité d'une scission au Congrès national africain. OTAGE DES SYNDICATS ET DU PC ? Zuma et d'autres dirigeants de l'ANC oeuvrent en coulisses à maintenir le gouvernement actuel, où le ministre des Finances Trevor Manuel - très respecté des marchés - a déclaré qu'il resterait, le temps de la transition. Quoi qu'il en soit, la période politique qui s'ouvre en Afrique du Sud est lourde d'incertitudes. Bien qu'on lui ait reproché d'avoir trop ignoré certaines réalités comme la pauvreté, la criminalité, le sida, Mbeki a présidé à une décennie de croissance soutenue sans précédent dans l'histoire du pays. Zuma est perçu par les investisseurs, inquiets, comme un dirigeant n'ayant pas fait ses preuves, à un moment où la plus grave crise politique jamais connue par l'ANC depuis la fin de l'apartheid, en 1994, vient se greffer sur un ralentissement notable de l'économie. Chef de l'ANC depuis fin 2007, Zuma a beau assurer que les grandes lignes de la politique du gouvernement resteront inchangées, son positionnement à gauche donne des sueurs froides aux marchés. Les investisseurs redoutent qu'il coupe l'ANC de son aile conservatrice et économiquement libérale et renforce le poids des syndicats et du petit mais influent Parti communiste. La scission de l'ANC évoquée par la presse risque d'accentuer leur prévision. FONDAMENTAUX MARXISTES Selon le Sunday Times, le ministre de la Défense Mosiuoa Lekota, son adjoint Mluleki George et d'autres dirigeants fidèles à Mbeki se réuniront sous peu pour jeter les bases d'un nouveau parti. "Je ne suis pas en mesure d'en parler à ce stade, mais vous en saurez plus dans quelques jours", a déclaré George au quotidien dominical sud-africain. Une scission porterait un rude coup à la toute puissance politique de l'ANC, déjà ébranlée par les rivalités incessantes des dernières années entre partisans de Mbeki et de Zuma, et risquerait d'amener l'ex-mouvement de libération à revenir à ses 'fondamentaux' marxistes des années 1960-70, estiment les analystes. Alors que Mbeki était accusé de déléguer les problèmes intérieurs pour les feux de la diplomatie internationale, l'ANC de Zuma donnera probablement la priorité à la lutte contre la pauvreté et le chômage, à la redistribution des richesses et à la nationalisation des grandes industries. L'influence internationale de l'Afrique du Sud risque de s'en ressentir.